Rémy, R. (2017). *Conseiller principal d'éducation. Repères pour une histoire (1945-1993). Acteurs et événements*

Paris : L'Harmattan, 210 pages. ISBN : 978-2-343-12449-0

Marianne Woollven

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rechercheformation/2794>

DOI : 10.4000/rechercheformation.2794

ISSN : 1968-3936

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2017

Pagination : 130-132

ISSN : 0988-1824

Référence électronique

Marianne Woollven, « Rémy, R. (2017). *Conseiller principal d'éducation. Repères pour une histoire (1945-1993). Acteurs et événements* », *Recherche et formation* [En ligne], 86 | 2017, mis en ligne le 31 décembre 2017, consulté le 07 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rechercheformation/2794> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rechercheformation.2794>

Ce document a été généré automatiquement le 7 janvier 2022.

© Tous droits réservés

Rémy, R. (2017). *Conseiller principal d'éducation. Repères pour une histoire (1945-1993). Acteurs et événements*

Paris : L'Harmattan, 210 pages. ISBN : 978-2-343-12449-0

Marianne Woollven

RÉFÉRENCE

Rémy, R. (2017). *Conseiller principal d'éducation. Repères pour une histoire (1945-1993). Acteurs et événements*. Paris : L'Harmattan, 210 pages. ISBN : 978-2-343-12449-0

- 1 Régis Rémy propose dans ce livre des éléments sur l'histoire du métier de conseiller principal d'éducation. Ayant exercé lui-même ce métier et coécrit un précédent ouvrage sur le sujet¹, l'auteur justifie cette nouvelle publication par le fait que, bien que figurant au programme du concours de recrutement, l'histoire et les évolutions du métier de CPE n'ont jamais été totalement écrites. Régis Rémy s'appuie sur l'analyse de publications professionnelles, syndicales et institutionnelles sur une période allant de la Libération aux années 1990. Il restitue dans trois parties, organisées selon un plan chronologique, les débats et discussions qui ont conduit d'abord à la création du métier de CPE en 1970, puis à sa définition précise en 1989, en insistant sur les rôles des différents acteurs en présence.
- 2 Dans la première partie, l'auteur montre comment, entre 1945 et 1968, l'idée d'un « conseiller » en éducation est portée par les idées et les acteurs favorables à l'éducation nouvelle, alors qu'existent dans les établissements secondaires des surveillants généraux dont les missions sont confuses et l'action principalement répressive. La notion de « conseiller » apparaît pour la première fois en 1945 dans une lettre adressée par un groupe d'éducateurs lyonnais au ministère de l'Éducation nationale, demandant la création d'une profession centrée sur l'éducatif. D'après R. Rémy, cette demande s'inscrit dans la filiation du plan Langevin-Wallon. En 1951,

René Nodot publie une recherche pédagogique consacrée à *La discipline dans les centres d'apprentissage*. Ce surveillant général promeut le recours aux méthodes actives dans l'enseignement professionnel, à travers une redéfinition de son rôle : ce « nouveau spécimen d'éducateur » travaille en « équipe » « à côté de la direction » et est « l'ami et le défenseur des élèves ». En tant qu'éducateur, le surveillant général cherche à favoriser chez les adolescents l'accès à l'autodiscipline et le développement de l'autonomie, en associant les élèves à l'organisation de la collectivité et à la définition des règles de vie. Ces idées sont en affinité avec le projet de rénovation pédagogique porté à la même époque par des inspectrices générales comme Odette Brunschwig ou Jeanne Dejean. Le succès croissant des colonies de vacances – dans lesquelles les jeunes sont associés aux décisions et à l'organisation quotidienne – et d'organismes d'éducation populaire, comme les CEMEA (Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active) qui s'efforcent de mettre en œuvre les principes de l'éducation nouvelle, est une source d'inspiration pour ces membres de l'inspection générale. Ainsi, les foyers socio-éducatifs qui se développent dans les établissements d'enseignement technique sont conçus par O. Brunschwig comme « un lieu de bien-être individuel, d'amitié, de compréhension de vie commune et de sociabilité, au sein duquel les adolescents se sentent respectés par les adultes » (p. 54). S'ajoute à cela l'idée portée par Louis François, un autre inspecteur général, d'éduquer les élèves à la citoyenneté au cours de l'adolescence. Malgré quelques résistances, ces idées se diffusent parmi les nouveaux surveillants généraux dans le cadre des stages de formation, mis en place à partir de 1963, dans lesquels l'exercice du métier est envisagé à partir d'une réflexion en philosophie, pédagogie et psychologie. La création de l'inspection générale « Vie scolaire » en 1965 et la publication d'une circulaire sur le métier poursuit ce mouvement. Cependant, à la fin des années 1960, la conception militante du « conseiller en éducation » demeure minoritaire parmi les surveillants généraux.

- 3 La seconde partie de l'ouvrage porte sur les premières années d'existence du métier de CPE. En 1969, le ministère d'Edgar Faure crée un corps de fonctionnaires dont la mission porte sur l'éducation des élèves. Le statut est publié l'année suivante : les Conseillers d'Education, recrutés à bac +2, exercent dans les collèges d'enseignement technique, et les CPE, recrutés au niveau de la licence, exercent en lycée. Malgré cela, les associations professionnelles (l'Amicale nationale des conseillers et conseillers principaux d'éducation – sans visée revendicative – et l'Association des conseillers principaux et conseillers d'éducation [ACPCE] – regroupant les différentes tendances syndicales) demandent une définition plus précise du métier. L'inspecteur général Marcel Sire propose en 1972 un avant-projet de circulaire de mission définissant les CE-CPE comme des éducateurs, organisateurs et animateurs de la vie scolaire, appartenant à l'équipe de direction, dans le prolongement des réflexions des inspecteurs généraux des décennies précédentes. Mais la circulaire qui paraît la même année, sans concertation, rappelle d'après R. Rémy l'héritage du surveillant général et n'indique pas de réelle spécificité du CPE. Jusqu'au début des années 1980, les visions des néo-CPE, ainsi que de leurs formateurs, sont en décalage avec celles du ministère. Jusqu'en 1975, les associations mènent une réflexion sur la profession et s'interrogent sur la possibilité de rattachement des CE-CPE dans les établissements, soit à l'équipe de direction, soit à l'équipe pédagogique. En 1974, l'ACPCE adresse au ministère et aux syndicats un mémorandum dans lequel elle met en évidence les trois domaines d'action que sont l'administration, la pédagogie et l'éducation. À partir de 1975, les associations déclinent au profit des syndicats. Dans un contexte de tension avec le ministère, le

SNES (Syndicat national des enseignements de second degré) promeut l'appartenance des CE-CPE à une équipe éducative, revendique la parité salariale avec les enseignants au nom de la « parité éducation-enseignement ». L'idée de limiter le temps de travail à 39 heures apparaît également et conduit à la rupture entre les syndicats, qui y sont favorables, et l'ACPCE.

- 4 La troisième et dernière partie de l'ouvrage est consacrée aux années 1980-90, qui marquent l'émergence d'un consensus professionnel autour de la définition du métier et du rétablissement du dialogue avec le ministère et une prise de distance avec l'inspection. Dans les années 1980, la présence des CE-CPE se généralise, notamment dans les collèges, et la profession se féminise. Dans le contexte de la massification des lycées, le mouvement lycéen des années 1990 conduit à la mise en œuvre des « droits des lycéens ». Le décret du 11 octobre 1989 définit le statut de CPE, corps unique que demandait le SNES, recruté au niveau licence, ayant pour responsabilités « le suivi des élèves, la collaboration avec les partenaires, la contribution à l'évaluation et à l'orientation » (p. 172). À partir de 1992, la formation se fait dans les IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres) nouvellement créés. Le SNES craint qu'une place insuffisante soit accordée aux savoirs universitaires et que la formation privilégie la vision d'un CPE futur chef d'établissement. Il initie alors un travail de réflexion qui conduit à une transformation du concours de recrutement, privilégiant un ancrage théorique en sciences de l'éducation (psychologie, philosophie, sociologie, histoire).
- 5 Cet ouvrage est bienvenu dans la mesure où il expose des données historiques sur un métier qui a fait l'objet de peu de recherches jusqu'à présent. Il pourra notamment être mobilisé dans le cadre de la formation des CPE en master MEEF Encadrement éducatif (Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation). Il est intéressant à titre documentaire mais ne constitue pas une analyse historique au sens strict. Les informations issues des sources sont peu contextualisées et peu analysées. La troisième partie est moins convaincante que les deux premières et comporte des allers-retours chronologiques et des sections peu articulées, ce qui ne facilite pas la lecture. Cet ouvrage reste néanmoins une invitation à poursuivre, dans une perspective sociohistorique par exemple, l'étude de la professionnalisation des conseillers principaux d'éducation.

NOTES

1. Rémy, R., Sérazin, P. et Vitali, C. (2000). *Les conseillers principaux d'éducation*. Paris : PUF.

AUTEURS

MARIANNE WOOLLVEN

Université Clermont-Auvergne, Laboratoire d'études sociologiques sur la construction et la reproduction sociale (LESCORES)